

Suivi de la Situation Humanitaire dans la zone des trois frontières

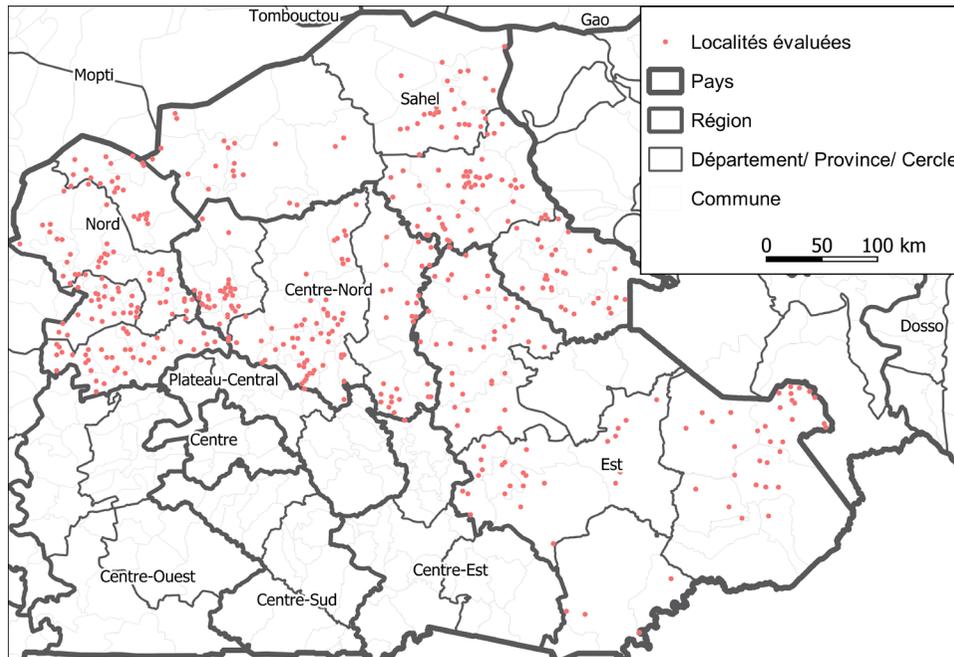
Décembre 2023 | Burkina Faso

CONTEXTE

Depuis le début de la crise sécuritaire au Mali en 2012, la zone frontalière entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger est caractérisée par un climat d'insécurité dû au fait de la présence de groupes armés, de la montée de la criminalité et des tensions intercommunautaires. L'accès aux populations affectées est limité dans certaines localités en raison de la situation sécuritaire, du mauvais état des infrastructures et des conditions géographiques difficiles. Afin de pallier le manque d'information sur ces localités, REACH, en collaboration avec les clusters et les groupes de travail humanitaires, a mis en place un suivi trimestriel de la situation humanitaire dans les départements situés dans la zone frontalière¹.

Ce suivi a pour objectif de donner un aperçu de la sévérité relative des besoins multisectoriels dans la zone frontalière du Burkina Faso avec le Mali et le Niger, plus précisément les régions du Centre-nord, de l'Est, du Nord et du Sahel. Depuis 2018, la volatilité du contexte sécuritaire et la récurrence des incidents de sécurité ont intensifié les déplacements de populations. La situation sécuritaire critique a en effet causé le déplacement de 2 062 534 personnes déplacées internes (PDI) à la date du 31 mars 2023 au Burkina Faso².

Carte 1. Carte des localités enquêtées



MESSAGES CLÉS

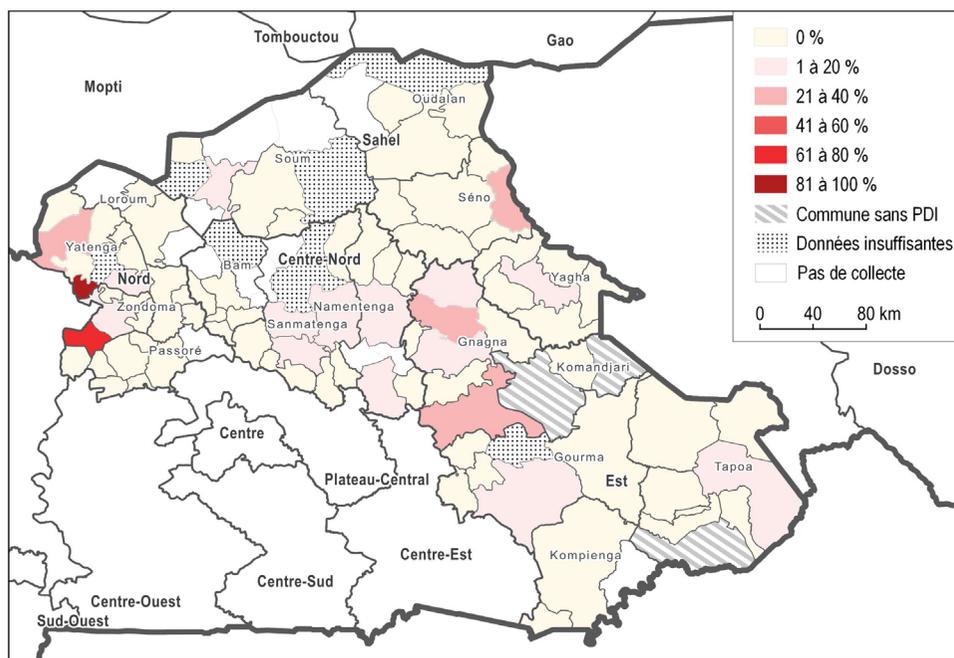
- La proportion des localités ayant connu une arrivée de PDI (6%) était relativement stable dans les localités de l'ensemble des régions évaluées par rapport au mois de septembre 2023 (4%).
- Dans 41% des localités évaluées de l'ensemble des régions, la majorité de la population ne sentait pas en sécurité la majorité du temps, principalement dans la région de l'Est (79%).
- L'accès aux soins de santé pour la majorité de la population s'était pratiquement maintenu au même niveau entre les mois de septembre et décembre 2023, demeurant plus faible dans la région de l'Est (84%).
- Selon les IC, les écoles étaient utilisées comme abris par les PDI au cours des 30 jours précédant la collecte dans les localités de la commune de Thion (100%) et Bogandé (25%) à l'Est, Namissiguima (25%) au Nord et Tougouri (6%) au Centre-Nord.
- Dans l'ensemble (100%) des localités évaluées des communes de Markoye, de Tin-Akoff, de Kain, de Koumbri, de Logbou, de Matiacoali et Tambaga, la défécation à l'air libre était pratiquée par la majorité de la population.
- Dans 56% des localités évaluées de l'ensemble des régions, aucune partie de la population n'avait reçu de l'assistance humanitaire au cours des 30 jours précédant la collecte de données. Cette proportion était relativement stable par rapport au mois de septembre 2023 (52%), et en baisse par rapport au mois de mai (78%).

NOTE A LA LECTURE

L'ensemble des résultats est à lire en % de localités évaluées, selon les informations rapportées par les IC. L'ensemble des données portent sur les 30 jours précédant la collecte - sauf indication contraire. Les entretiens avec les IC ont été réalisés en présentiel et à distance (par téléphone).

→ DÉPLACEMENT

Carte 2. % de localités évaluées ayant rapporté l'arrivée de PDI au cours des 30 jours précédant la collecte de données, par commune.



Durant les 30 jours précédant la collecte de données du mois de décembre 2023, la proportion des localités ayant connu **l'arrivée des PDI (6%)** était **relativement stable dans les localités de l'ensemble des régions évaluées par rapport au mois de septembre 2023 (4%)**. Tout comme au mois de septembre 2023, la région de l'Est était celle enregistrant la proportion la plus élevée de localités ayant mentionné une arrivée de PDI au cours des 30 jours précédant la collecte de décembre 2023 (10%). Selon ACLED³, la région de l'Est était l'une des régions qui enregistrerait un nombre élevé d'incidents sécuritaires au cours du mois de novembre 2023. Dans cette région, les communes de Manni et Koala (100%), Bilanga et Diapaga (50%) étaient celles où l'arrivée de PDI a été la plus signalée. Ainsi, les causes des déplacements dans l'ensemble des localités évaluées des provinces de la Gnagna, du Gourma et de la Tapoa, étaient l'insécurité dans les localités de départ (100%), l'insécurité alimentaire (20%) et l'accès au marché (20%). **En décembre 2023, les cas de retours de population ont été mentionnés par les IC dans l'ensemble des régions évaluées notamment 25% des localités évaluées dans la région du Nord.** Dans les provinces du Yatenga et du Zoundoma dans la région du Nord, les cas de retours ont été constatés dans respectivement 32% et 64% des localités évaluées des deux provinces.

Dans la province du Yatenga, l'ensemble (100%) des localités de la commune de Zogore étaient celles où les IC mentionnaient que la dernière arrivée de retournés avait eu lieu au cours du derniers mois. En effet, **dans la région du Nord les retours étaient principalement justifiés par le rétablissement de la sécurité dans près de l'ensemble des localités de la province Yatenga (83%) et près de la moitié des localités de la province du Zoundoma (43%)**. Selon les IC, les populations retournées dans l'ensemble des localités des communes de Zogore, Seguenega et Namissiguima avaient l'intention de rester dans leurs localités de retour, même si dans la moitié des localités de la province du Yatenga (50%), la majorité des populations retournées n'avaient pas retrouvé leurs moyens de subsistance. Ceci était notamment rapporté dans 77% des localités de la région du Nord et la totalité des localités de la région de l'Est et du Sahel.

Tableau 1. % de localités évaluées où les IC ont rapporté une arrivée de PDI dans les 30 jours précédents la collecte

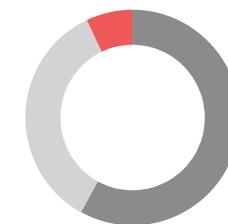
	Mars 2023	Mai 2023	Septembre 2023	Decembre 2023
Centre-Nord	75%	20%	3%	6%
Est	27%	0%	16%	10%
Nord	20%	61%	3%	5%
Sahel	33%	9%	0%	3%

Principales provinces d'origine des PDI (% localités où la présence de PDI a été rapportée)

Gourma	11%	■
Sanmatenga	10%	■
Seno	10%	■
Yatenga	9%	■

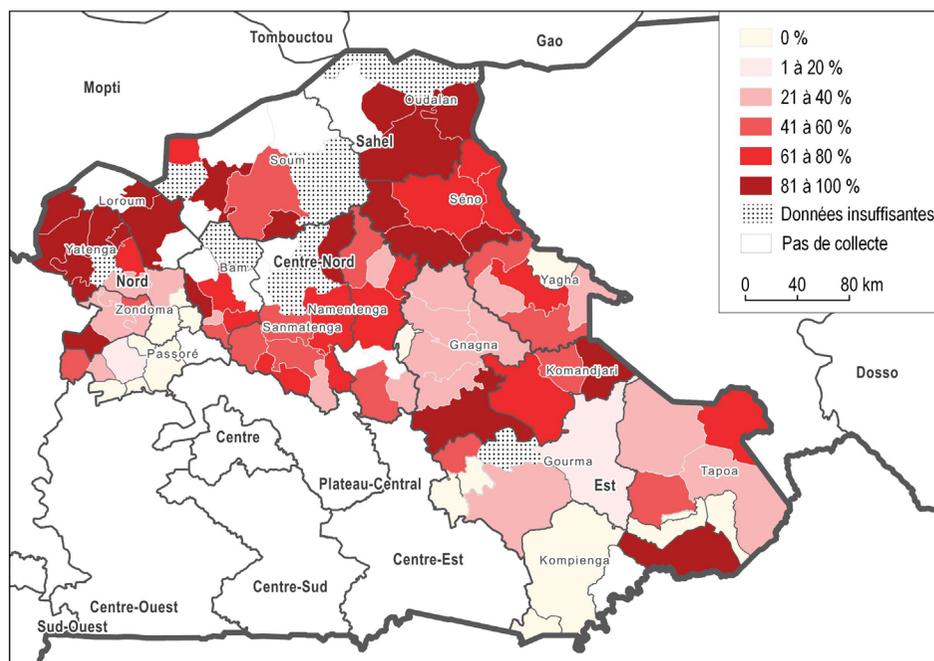
Intentions de mouvement de la majorité des PDI qui se trouvaient dans les localités évaluées pour les 30 jours suivant la collecte

Retourner	58%
Rester	35%
Se déplacer à nouveau	7%



SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET MOYENS D'EXISTENCE

Carte 3. % de localités évaluées où la majorité de la population n'avait pas assez d'argent pour subvenir à leurs besoins au cours des 30 jours précédant la collecte de données, par commune.



Comparativement au mois de septembre 2023 (22%), on notait une baisse de 6 points de pourcentage, soit 16% des localités où la majorité de la population non déplacée n'avait pas accès à suffisamment de nourriture⁴ au cours du mois de décembre 2023. On notait une amélioration significative chez les PDI avec une baisse de localités où la majorité de la population PDI n'avait pas accès à suffisamment de nourriture entre le mois de septembre 2023 (59%) et décembre 2023 (35%). L'accès à la nourriture des populations PDI s'était nettement amélioré dans les localités des régions évaluées en comparaison avec celle des populations non déplacées sur la période de septembre 2023 à décembre 2023. La région du Nord était celle où le manque d'accès à suffisamment de nourriture des PDI était le plus élevé, et était notamment jugé comme largement insuffisant dans l'ensemble des localités évaluées des communes de Barga (100%), Kain (100%) et Sollé (100%). Selon les perspectives du FEWSNET, pour la période de septembre 2023 à octobre 2024, les populations des régions du Nord et du Sahel seraient confrontées à une faim catastrophique⁵. L'accès à suffisamment de nourriture pour les PDI était rendu difficile à cause de l'épuisement des stocks / réserves de de nourriture dans plus de la moitié des

localités des régions du Centre-Nord (64%), du Nord (60%) et du Sahel (57%). L'accès non sécurisé aux terres et/ou aux cours d'eau était principalement mentionné dans l'ensemble des communes de Barga et Sollé ainsi que dans plus des trois quarts des localités évaluées dans la région de l'Est (78%). Pour faire face à l'insuffisance de nourriture, la majorité de la population des localités évaluées dans la région du Nord consommait des aliments moins préférés et moins chers (83%), diminuait le nombre de repas par jour (70%) et diminuait la quantité consommée pendant les repas pour les adultes et les enfants (69%). Bien que les IC rapportaient que les marchés étaient fonctionnels (79%) dans la plupart des localités évaluées et que les aliments de base étaient disponibles (93%), ils rapportaient également que le prix des animaux/viande aurait augmenté dans 40% des localités évaluées. **La région du Nord, était celle qui avait la proportion (73%) de localités où les IC mentionnaient le plus une hausse des prix des animaux/viande par rapport à la normale.** Les raisons de cette hausse des prix des animaux/viande dans la région du Nord étaient la diminution de la disponibilité des animaux/viande, rapportée par les IC dans 97% localités évaluées dans la région du Nord, suivi de l'insécurité sur les routes (48%). Le manque d'accès aux moyens d'existence s'était légèrement amélioré entre les mois de septembre 2023 (62%) et décembre 2023 (57%) et était mentionné dans l'ensemble des localités des communes d'Arbinda, Bani, Baraboulé, Djibo, Gorgadji, Kelbo, Markoye, Oursi, Sampelga et Tin-Akoff dans le Sahel et Bahn, Boussou, Kain, Koumbri, Solle, Tangaye et Thiou dans le Nord. L'insécurité (attaques, affrontements armés) était la raison principale de l'inaccessibilité aux moyens d'existence dans les localités évaluées dans les régions du Nord (93%) et de l'Est (67%), suivi du manque de capital pour démarrer une AGR (10% pour le Nord et 6% pour l'Est). En effet, selon FEWSNET, la situation était particulièrement préoccupante dans les régions du Centre-Nord, du Nord et du Sahel où plus de 60% des ménages ne seraient pas en mesure de couvrir leurs besoins alimentaires à partir de leurs propres productions⁶.

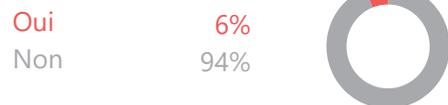
Tableau 2. % de localités évaluées où les IC ont rapporté une augmentation des prix des céréales

	Mars 2023	Mai 2023	Septembre 2023	Décembre 2023
Centre-Nord	78%	94%	65%	22%
Est	84%	77%	69%	59%
Nord	90%	32%	50%	27%
Sahel	92%	98%	88%	53%

PROTECTION

En décembre 2023, dans 41% des localités évaluées de l'ensemble des régions, la majorité de la population ne se sentait pas en sécurité la majorité du temps. Cette proportion était inférieure à celle du mois de septembre 2023 (59%) et du mois de mai 2023 (77%). La région de l'Est était celle où le sentiment d'insécurité était le plus élevé pour la majorité de la population dans 79% des localités évaluées. Ce sentiment d'insécurité était rapporté dans l'ensemble des localités de la région de l'Est, dans les communes de Diapaga, Gayeri, Koala, Kompienga, Liptougou, Logbou, Madjoari, Manni, Namouno, Partiaga, Tambaga, Tansarga et Thion. Dans presque l'ensemble des localités de la région de l'Est (87%), la majorité de la population n'avait accès à aucun service de protection/référencement⁶ des incidents de protection.

% de localités évaluées dans lesquelles les IC ont rapporté des incidents durant lesquels des civils ont été tués ou gravement blessés



% de localités évaluées où les IC ont rapporté la présence d'un service de protection ou de référencement des incidents de protection

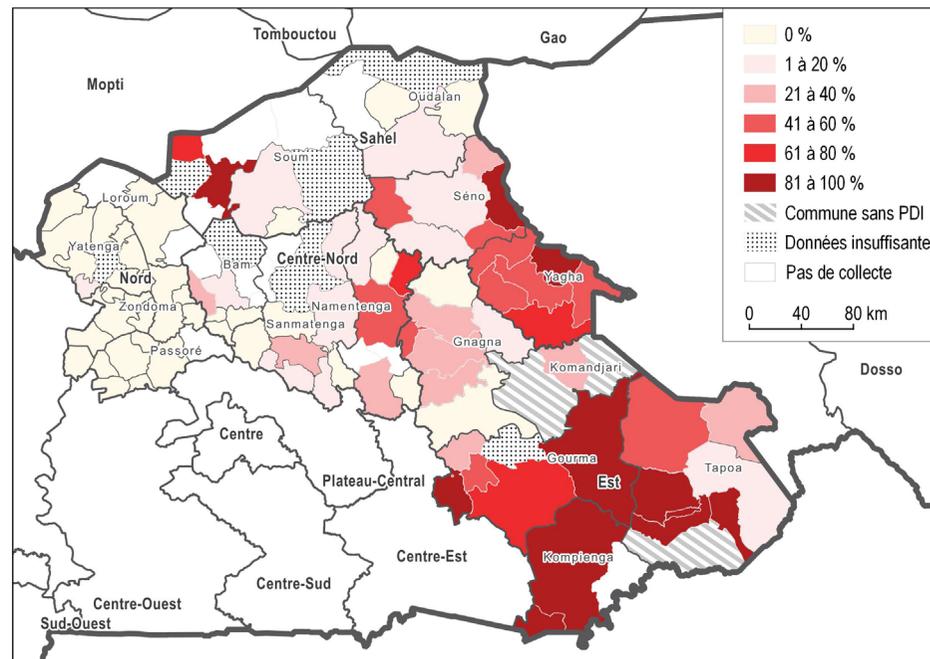


Principaux risques sécuritaires auxquels étaient exposées la majorité des filles et des femmes⁷



ABRIS ET BIENS NON ALIMENTAIRES

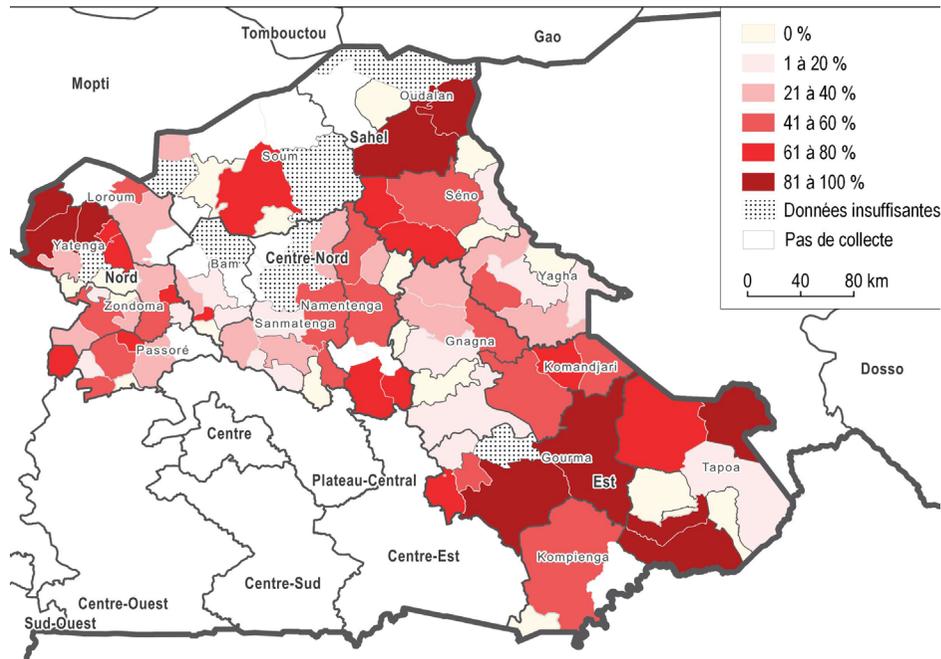
Carte 4. % de localités évaluées dans lesquelles la majorité des PDI s'était installée sans accord d'occupation, par commune.



Dans les 30 jours précédant la collecte de données de décembre 2023, il a été mentionné des installations sans accord de PDI dans 72% des localités de la région de l'Est, notamment dans l'ensemble des localités de la province de la Kompienga et 94% des localités de la province de la Tapoa. Aussi, selon les IC, en décembre 2023, **les écoles étaient utilisées comme abris par les PDI au cours des 30 jours précédant la collecte dans les localités de la commune de Thion (100%) et Bogandé (25%) à l'Est, Namissiguima (25%) au Nord et Tougouri (6%) au Centre-Nord.** Dans l'ensemble des localités des communes de la Kompienga, Madjoari et Pama, les principales difficultés liées aux conditions d'hébergement étaient, le fait que certaines personnes étaient obligées de dormir dehors à cause de l'espace insuffisant et l'incapacité à effectuer correctement l'hygiène personnelle. D'après les IC, **les destructions d'abris étaient en baisse au mois de décembre 2023 (22%) comparativement au mois de septembre 2023 (48%) dans toutes les localités des régions évaluées.** La raison de la destruction des abris était principalement liée à l'usure ou vieillissement de l'abris (61%).

EAU HYGIÈNE ET ASSAINISSEMENT (EHA)

Carte 5. % de localités évaluées où la majorité de la population n'avait pas accès à suffisamment d'eau pour combler les besoins du ménage, par commune.



La proportion de localités ayant accès à suffisamment d'eau pour la majorité de la population était en baisse dans l'ensemble des régions évaluées en décembre 2023 (67%) comparativement à septembre 2023 (78%). Dans presque deux tiers des localités de la région du Sahel (62%), la majorité des populations n'avait pas accès à suffisamment d'eau pour les besoins de leur ménage. Les IC dans l'ensemble des localités des communes d'Arbinda, Markoye et Tankougounadie ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à suffisamment d'eau pour combler les besoins de leur ménage. Les raisons de l'inaccessibilité à suffisamment d'eau dans la région du Sahel, étaient le fait que l'attente était trop longue aux points d'eau à cause de l'affluence (92%), le manque de récipients pour transporter ou stocker l'eau (47%) et le faible débit à la source d'eau (32%). En décembre 2023, la proportion de localités où certaines personnes n'ont pas pu atteindre leur point d'eau de préférence en raison de craintes pour leur sécurité (12%), selon les IC, était relativement stable par rapport au mois de septembre 2023 (11%), dans l'ensemble des régions et en légère hausse au Sahel où cette proportion était passée de 9% de localités en septembre 2023 à 15% en décembre 2023.

% de localités par principales raisons expliquant le non accès à suffisamment d'eau⁸



Durée pour aller, attendre, collecter et revenir de la principale source d'eau

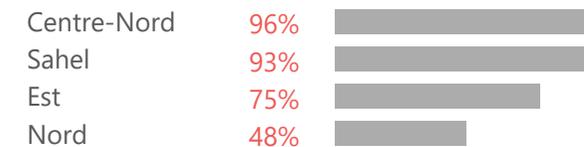


% de localités où la majeure partie de la population pratique la défécation à l'air libre

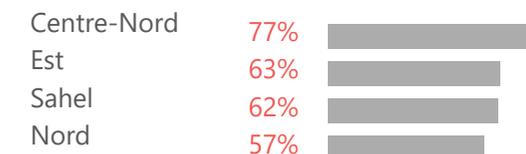


Dans 67% des localités évaluées sur l'ensemble des régions, la majorité de la population se lavait les mains avec seulement de l'eau (sans savon ou substituts). La défécation à l'air libre demeurait une pratique courante de la majorité des populations dans 44% des localités évaluées des régions. **Dans l'ensemble des localités évaluées des communes de Markoye et Tin-Akoff dans la région du Sahel, de Kain et Koumbri dans la région du Nord et de Logbou, Matiacoali et Tambaga dans la région de l'Est, la défécation à l'air libre était la seule pratique utilisée par la majorité de la population pour leur besoin.** Dans la région de l'Est, précisément dans la province de la Komandjari, dans l'ensemble des localités évaluées, la majorité des IC ont rapporté pratiquer la défécation à l'air libre en raison de l'absence de latrines pour les populations.

% de localités ayant pour principale source d'eau une source améliorée⁹ par région



% de localités évaluées dans lesquelles les IC ont rapporté l'existence d'un comité de gestion des points d'eau par région

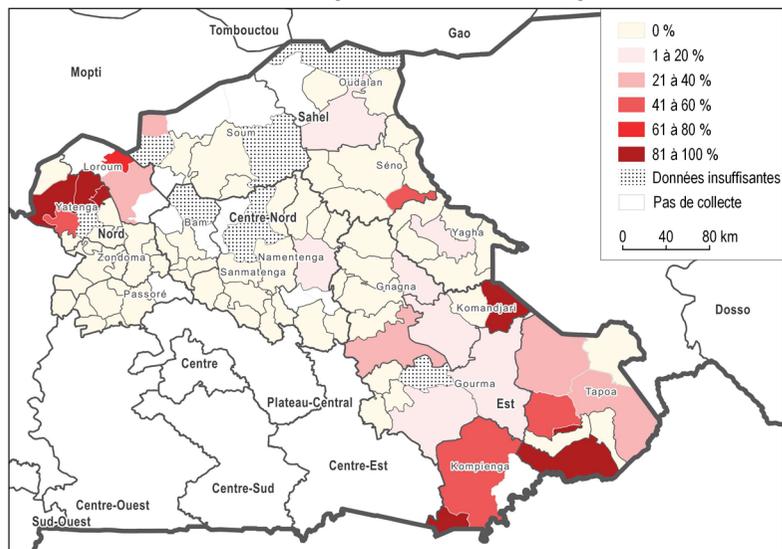


% de localités où la principale méthode de lavage des mains était l'eau et le savon par région



SANTÉ ET NUTRITION

Carte 6. % de localités évaluées dans lesquelles la majorité de la population ne pouvait pas obtenir des soins de santé lorsqu'elle en avait besoin, par commune.



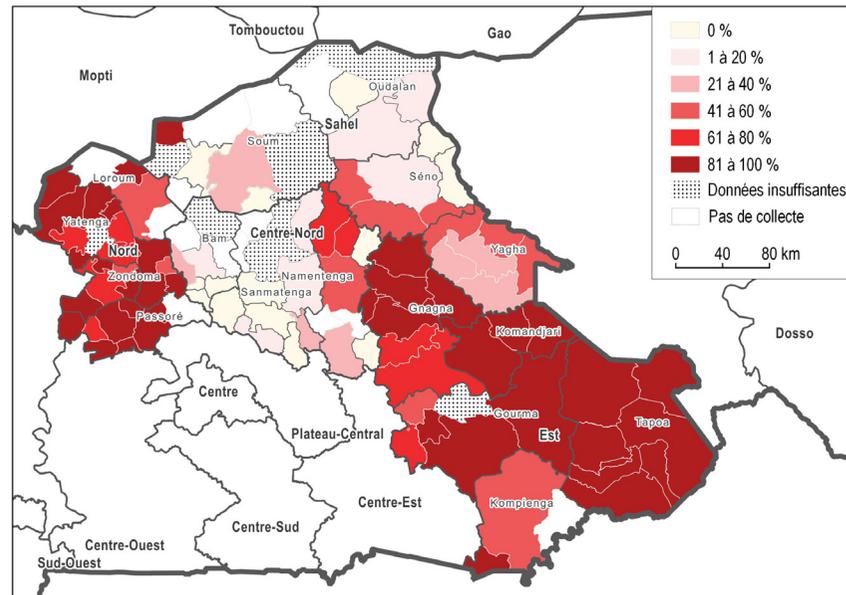
Principales barrières expliquant pourquoi la majorité de la population ne pouvait pas obtenir des soins de santé lorsqu'elle en avait besoin³

Infrastructures fermées pour insécurité	63%	██████████
Absence de médicament	35%	██████████
Absence de personnel de la santé	34%	██████████

L'accès aux soins de santé pour la majorité de la population restait similaire entre décembre 2023 (90%) et septembre 2023 (88%) au sein des localités évaluées. Bien que les populations eussent accès aux soins de santé dans 90% des localités évaluées de l'ensemble des régions, ceci se faisait au travers des Centres de Santé et de Promotion Sociale (CSPS) dans près de l'ensemble des localités (98%) de chacune des provinces évaluées. Les CSPS ne fournissant que des services de santé de base, pour des problèmes de santé plus graves les populations devraient se référer à des structures sanitaires telles que les centres médicaux et les centres médicaux avec antenne chirurgicale. Cependant, selon les IC, les centres médicaux et centres médicaux avec antenne chirurgicale étaient faiblement disponibles pour les populations dans respectivement 6% et 3% de l'ensemble des localités des régions évaluées. Dans l'ensemble des localités évaluées des communes de Foutouri, Kompienga, Logobou, Majoari et Namounou dans la région de l'Est, la majorité de la population n'avait pas accès aux soins de santé.

REDEVABILITÉ ENVERS LES POPULATIONS AFFECTÉES

Carte 7. % des localités où les IC ont rapporté que la population n'avait pas reçu une assistance humanitaire, par commune.



Au mois de décembre 2023, dans 56% des localités évaluées de l'ensemble des régions, la population n'avait pas reçu de l'assistance humanitaire au cours des 30 jours précédant la collecte de données. Cette proportion était légèrement en hausse par rapport au mois de septembre 2023 (52%), et en baisse par rapport au mois de mai 2023 (78%). Tout comme au mois de septembre 2023, la distribution de nourriture restait le principal type d'assistance humanitaire reçue. Dans l'ensemble des localités des communes de la région de l'Est exceptées les communes de Bilanga, Diapangou, Botou, Diabo, Diapaga, Fada N'Gourma, Kantchari et Piela, la population n'avait pas reçu de l'assistance humanitaire, selon les IC. Dans cette région de l'Est, l'assistance humanitaire fournie était non satisfaisante dans 17% des localités évaluées car la quantité de l'assistance était insuffisante (100%) □ selon les IC.

COMMUNICATION

ACCÈS À L'INFORMATION

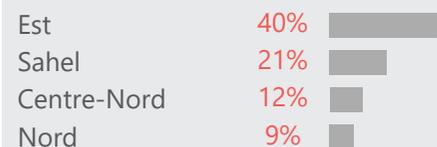
% de localités par principaux canaux de communication et d'information de la majorité de la population¹⁰



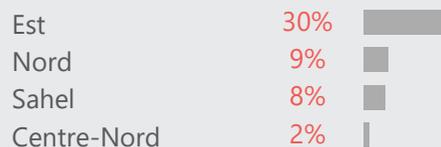
% de localités par types d'informations qui auraient été utiles pour la population¹¹



% de localités évaluées où la population avait des difficultés à accéder à l'information sur l'aide humanitaire



% de localités évaluées où aucun réseau téléphonique mobile existait



Au mois de décembre 2023, la proportion de localités évaluées où la majorité de la population a eu des difficultés d'accès à de l'information humanitaire était en hausse de 5 points de pourcentage par rapport au mois de septembre. Parmi les régions évaluées, la région de l'Est était celle ayant la plus forte proportion (40%) de localités où la majorité de la population a eu des difficultés d'accès à de l'information humanitaire. **Dans l'ensemble des localités évaluées des communes de Foutouri, Logobou et Yamba, la majorité de la population avait des difficultés à accéder à l'information humanitaire. La principale raison qui empêchait les populations à avoir accès à l'information humanitaire dans la région de l'Est était liée à la situation sécuritaire qui ne permettait pas l'arrivée de l'information (61%).** Dans l'ensemble des régions évaluées, le principal canal de communication et d'information des populations en décembre 2023 était l'appel téléphonique.

COUVERTURE

Région	Province	Nombre de localités (Total)	Localités évaluées	%
Centre-Nord	Bam	318	39	12%
	Namentenga	221	50	23%
	Sanmatenga	644	71	11%
Est	Gnagna	361	39	11%
	Gourma	316	29	9%
	Komonjdjari	116	14	12%
	Kompienga	56	4	7%
	Tapoa	285	41	14%
Nord	Loroum	155	32	21%
	Passore	319	52	16%
	Yatenga	508	63	12%
	Zoncoma	135	39	29%
	Oudalan	204	33	17%
Sahel	Seno	321	50	16%
	Soum	343	21	6%
	Yagha	214	31	14%

À PROPOS DE REACH

REACH Initiative facilite l'élaboration d'outils et de produits d'information visant à renforcer les capacités des acteurs humanitaires à prendre des décisions informées lors de situations d'urgence, de redressement et de développement. REACH est une initiative conjointe d'IMPACT Initiatives, d'ACTED et de UNITAR-UNOSAT. Pour plus d'informations, veuillez consulter notre site internet: www.reach-initiative.org

MÉTHODOLOGIE

La méthodologie employée pour ce suivi est celle dite de «zone de connaissance». Cette méthodologie a pour objectif de collecter, d'analyser et de partager des informations actualisées concernant les besoins humanitaires multisectoriels dans les communes d'intérêt (admin 3) situées sur le territoire burkinabé, le long de la bande frontalière entre le Mali, le Burkina Faso et le Niger y compris dans les zones difficilement accessibles.

Au total, pour la collecte de décembre 2023, 608 localités ont été évaluées au Burkina Faso au travers des informateurs-clés (IC). Ces IC ont été sélectionnés en fonction de leur connaissance récente (dernier passage dans la localité datant de moins d'un mois) et détaillée des localités. Les données des IC ont été agrégées par localité. L'unité d'analyse est la localité, et les résultats sont à lire en « pourcentage de localités ». Les informations sont rapportées lorsqu'au moins 10 % des localités de l'unité administrative 2 (province) ont été évaluées. Cet aperçu de la situation présente les données recueillies entre le 04 décembre et le 21 décembre 2023. Les résultats présentés ci-dessus doivent être considérés comme indicatifs.

NOTES

PAGE 1

¹ REACH, Termes de référence, [Suivi humanitaire multisectorielle \(HSM\) dans la zone frontalière entre le Niger, le Mali et le Burkina faso](#), OCTOBRE 2022.

² Conseil National de Secours d'urgence et de Réhabilitation (CONASUR), [Situation des personnes déplacés internes dans les communes](#), mars 2023.

PAGE 2

³ [ACLED DATA](#)

PAGE 2

⁴ [agrégation des options "largement insuffisante" et "quelques peu insuffisante"](#)

PAGE 3

⁵ FEWSNET, [Burkina Faso Perspectives sur la sécurité alimentaire Octobre 2023 - Mai 2024: L'aide alimentaire doit être augmentée pour sauver des vies et mettre fin au risque de Famine \(Phase 5 de l'IPC\) dans le nord du Burkina Faso, 2023](#)

⁶ FEWSNET, [Burkina Faso, mise à jour sur la sécurité alimentaire, décembre 2023](#)

PAGE 4

⁷ Service de protection général inclus le monitoring de protection, la documentation civil et l'assistance juridique

PAGE 5

⁸ Les IC pouvaient sélectionner toutes les options pertinentes pour répondre à cette question

⁹ Une source d'eau améliorée fait référence à un robinet dans la maison, un robinet public, une borne fontaine, un poste d'eau autonome, un puit protégé, un forage, un camion-citerne, une eau en bouteille ou sachet.

PAGE 7

¹⁰ Les IC pouvaient sélectionner toutes les options pertinentes pour répondre à cette question

¹¹ Les IC pouvaient sélectionner jusqu'à trois options